

GENRE ET POLITIQUE FRANÇAISE ÉTRANGÈRE : des ambitions mais les moyens suivront-ils ?

La troisième stratégie du gouvernement en matière d'intégration du genre à l'action extérieure de la France a été dévoilée par Jean-Yves Le Drian le 8 mars 2018. Coordination SUD (coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale), tout en saluant les efforts du texte et la volonté de porter officiellement une diplomatie féministe, regrette le flou des annonces en matière de financement.

La nouvelle stratégie française de promotion du genre du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a été présentée hier à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes. Le ministère réaffirme ainsi l'engagement de la France en matière de promotion de l'égalité femme-homme, décrétée grande cause du quinquennat.

L'adoption de ce nouveau document d'orientation stratégique avait été annoncée le 8 février par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement. Le texte s'inscrit dans la continuité des deux précédentes stratégies de 2007 et 2013.

Coordination SUD salue les efforts de cette nouvelle stratégie étendue au-delà des questions de développement à l'ensemble du champ d'action du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Des évolutions bienvenues par rapport au précédent document, notamment la volonté affichée du Ministre d'adopter la terminologie des « droits Humains » à la place de celle des « droits de l'Homme ».

Pour Nicolas Rainaud, chef de file de la commission Genre et développement de Coordination SUD « les recommandations menées par le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, nourries par l'expertise des organisations de la société civile ont été globalement prises en compte. »

Coordination SUD reste cependant dubitative, sinon déçue par le recyclage de l'objectif de 50% d'aide publique au développement sensible au genre, cible de la précédente stratégie qui n'a pas été atteinte. Pour Vincent Pradier, secrétaire général de Coordination SUD et délégué général d'Etudiants et développement, « 50 %, c'était déjà l'objectif de la précédente stratégie, et il n'a pas été atteint. C'est un objectif à minima, et on pouvait s'attendre à une ambition plus forte pour cette nouvelle stratégie, notamment sur les projets genre ».

Coordination SUD et ses membres resteront vigilants à ce que cette stratégie soit assortie de moyens et soit dotée d'un budget pluriannuel. « Il est important de garder à l'esprit que la question des moyens n'est pas uniquement technique. Il est impératif de préciser les modalités et canaux de financement, ainsi que les mécanismes de suivi des engagements pris », insiste Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

Contact médias :

Julien Beauhaire - 01 44 89 90 92 - julien.beauhaire@plan-international.org